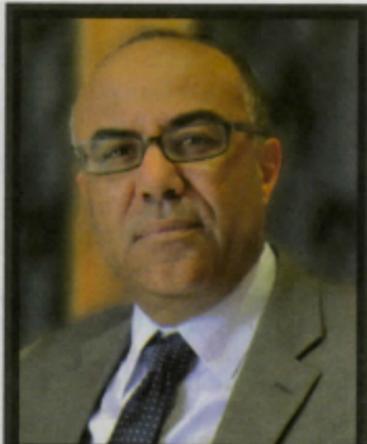


## Entretien



ABDELLATIF MIRAOUÏ

Président de l'Université Cadi Ayyad

## «La massification à l'Université n'est pas une fatalité»

Président de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech, et président de l'Agence universitaire de la Francophonie depuis mai dernier, Abdellatif Miraoui revient sur la problématique de la langue au Maroc, sur l'Université Cadi Ayyad qu'il préside depuis trois ans, la troisième plus grande au Maroc.

### Commençons d'abord par votre nomination à la tête de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Peut-on l'interpréter comme une consécration de l'Université que vous présidez ?

C'est d'abord pour moi un honneur et une grande responsabilité. Présider une Agence internationale de cette dimension est aussi, c'est vrai, une reconnaissance pour l'Université que je préside, et à travers moi c'est une reconnaissance pour le système universitaire marocain. Maintenant, il faut travailler sur le concept du partage, de la solidarité entre le Nord et le Sud, et avec le français, cette merveilleuse langue qui a permis à beaucoup de personnes, au Maroc et à l'étranger, de s'épanouir et de s'ouvrir sur le monde.

### Cela veut-il dire que le français reste la langue d'apprentissage principale au Maroc ?

Oui, le Maroc est membre de l'Organisation internationale de la francophonie, et il est très actif dans les régions francophones, à travers ses intellectuels, son enseignement supérieur dont le français est sa première langue, et nous comptons aller encore loin dans ce

domaine, sans toutefois que cela ne nous empêche de s'ouvrir sur d'autres langues. Comme vous savez, l'AUF permet une coopération entre les Universités francophones ou partiellement francophones, et rappelons que l'un de ses fondateurs dans les années 1960 n'est autre que Mohamed El Fassi, l'une des personnalités qui ont laissé leur empreinte dans l'enseignement au Maroc.

### L'enseignement universitaire privé a-t-il sa part dans cette agence ?

Il n'y a aucune distinction entre le public et le privé, il faut dépasser ce niveau de débat. Actuellement, rien n'empêche un enfant marocain d'aller étudier là où il veut, dans une école publique ou privée. Les conditions ne sont certes pas les mêmes dans les deux systèmes, mais il faut que le public reste animé par cette solidarité de partage, d'égalité des chances et d'ascenseur social.

### Comme nous parlons de langue, l'étudiant marocain ne maîtrise pas sa langue d'apprentissage. Que faites-vous en tant que président d'Université pour y remédier ?

Il faut absolument développer le système de la mobilité géographique des étudiants, les faire voyager à l'étranger pour y faire des semestres. Il faut qu'il y ait immersion dans les langues de ces pays, à travers des échanges universitaires. En Europe, par exemple, on a développé Erasmus (NDLR : European Action Scheme for the Mobility of University Students, un programme d'échange d'étudiants), et il y a maintenant Erasmus monde dans lequel le Maroc pourra avoir une place.

En effet, c'est l'une des difficultés majeures que traverse l'enseignement marocain, avec cette dichotomie entre le cycle secondaire et l'Université. Dans les années 1970 et 80, nous baignions dans la langue française et donc nous la maîtrisons jeunes. Aujourd'hui, c'est différent. Personnellement, je n'aime pas opposer une langue à une autre : on est un pays arabe et amazigh, et il ne faut négliger aucune des deux langues. Chacune est multiculturelle, permet une ouverture d'esprit et une gymnastique intellectuelle, et il faut développer d'autres langues en parallèle. Nos jeunes doivent en maîtriser le maximum possible. Il est prouvé que ce sont ceux qui manipulent plusieurs langues qui ont le plus facilement et rapidement un travail. Déjà, il y a un rôle important que doivent jouer les parents, qui doivent sacrifier un minimum de moyens financiers pour cela. Lorsqu'on construit une maison, avant la dalle et les murs, il faut la base, sans laquelle l'édifice risque de s'effondrer. Un enfant marocain, en plus de l'arabe qu'il doit maîtriser, en écrit et en oral, l'amazigh dont il doit au moins connaître la gymnastique intellectuelle, il doit digérer parfaitement le français, et une deuxième langue étrangère. Tout jeune, chaque Marocain doit apprendre au moins trois langues ; il y va de son avenir scolaire et professionnel.

### Justement, comment à votre avis ? Que fait votre Université pour cela ?

L'apprentissage d'une langue, comme j'ai dit, doit commencer dès l'âge de 5 ans, sinon avant. Une fois à l'Université, il faut absolument développer le système de la mobilité géographique des étudiants, les faire voyager à l'étranger pour y faire des semestres. Il faut qu'il y ait immersion dans les langues de ces pays, à travers des échanges universitaires. En Europe, par exemple, on a développé Erasmus (NDLR : European Action Scheme for the Mobility of University Students, un programme d'échange d'étudiants), et il y a maintenant Erasmus monde dans lequel le Maroc pourra avoir une place. Nos Universités doivent y participer, il suffit pour cela de développer une infrastructure d'accueil des étudiants étrangers chez nous, en échange des nôtres qui partent à l'étranger. Avec 63 000 étudiants,

## ZOOM

### L'UCAM en chiffres



L'UCAM c'est 62 155 étudiants inscrits dans quatre villes (Marrakech, Safi, Essaouira et Kalaât Sraghna), 13 établissements, 4 800 diplômés par an, 500 étudiants étrangers de plus de 37 nationalités, 139 formations professionnelles, 1 361 enseignants chercheurs,

965 doctorants, 64 laboratoires et trois centres de recherche.

#### Etablissements de l'UCAM :

**Sites Marrakech :** Faculté des sciences Semlalia, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, ENCG, Faculté de médecine et de pharmacie, Faculté des lettres et des sciences humaines, Faculté des sciences et techniques de Gueliz, Ecole nationale des sciences appliquées, Ecole normale supérieure.

**Site de Safi :** Faculté polydisciplinaire, Ecoles nationales des sciences appliquées,

**Site d'Essaouira :** Ecole supérieure de technologie

**Site de Kalaât Sraghna :** Centre universitaire.

## Entretien

L'Université Cadi Ayyad est la troisième plus grande au Maroc, après celle de Fès et d'Agadir, et en matière de langues, à part la mobilité géographique des étudiants, nous ne pouvons pas faire grand-chose vu la rareté des encadreurs. Nous avons donc choisi de travailler avec les NTIC, de telle sorte de pouvoir donner aux étudiants un niveau minimum de maîtrise des langues. Cela dit, l'Université n'a pas pour vocation de réparer la défaillance linguistique qui est structurelle, tout ce qu'elle peut faire, c'est d'encourager la mobilité des étudiants. L'Université n'a pas la taille de l'école privée pour se permettre de dispenser des cours de langues. Avec 17 000 nouveaux étudiants en 2012-2013, on n'a pas les outils pour cela. N'oublions pas que l'Université a une tâche principale : transmettre le savoir et faire de la recherche.

**» Mais trouver du travail après 5 ou 7 ans d'études, c'est essentiel aussi pour un lauréat d'université...**

Absolument. Il faut que la formation soit en adéquation avec les besoins socioéconomiques, c'est l'effort que nombre d'Universités marocaines sont en train de faire. La nôtre, quant à elle, poursuit sa stratégie validée au mois de mars dernier, qui consiste à revoir toute notre carte de formation, d'où des réunions avec les responsables de la CGEM, afin d'adapter ces formations au marché du travail. Mais la décision du choix de la formation revient en dernier ressort à l'étudiant, nous, on se contente de l'orienter.

**» A propos de la recherche, elle reste le parent pauvre de l'Université marocaine. Que fait la vôtre dans ce domaine, et quel est le budget qui lui est consacré ?**

Notre budget consacré à la recherche scientifique tourne autour de 15% de notre budget général, sachant qu'aujourd'hui ce dernier tourne autour de 180 MDH. Cela dit, il faut rappeler que nombre de recherches ne nécessitent aucun financement, ou des sommes peu importantes. Des recherches, en matière de sociologie par exemple, dont le Maroc a grand besoin, demandent surtout des enquêtes et du travail quotidien. Cela dit, il me semble qu'il faut mettre la recherche au centre de la carrière des enseignants chercheurs, car l'université n'est pas une école primaire ou secondaire, mais un établissement qui est à l'écoute des sollicitations de la société, et dont la recherche est l'une de ses vocations. Le pays a besoin de ces recherches scientifiques pour son développement. L'enseignant chercheur se doit de répondre à ces questions.

**» Votre Université est passée de 37 000 étudiants en 2010 à 63 000 actuellement, comment faites-vous pour affronter cette massification galopante ?**

Je ne suis pas d'accord lorsqu'on parle négativement de l'Université marocaine, dans mon esprit c'est un bonheur qu'il y ait autant de jeunes. Il y a de cela une génération, peu de Marocains avaient le CAP, ou arrivent à la 4<sup>e</sup> année secondaire, et seulement

**Il y a de cela une génération, peu de Marocains avaient le CAP, ou arrivent à la 4<sup>e</sup> année secondaire, et seulement quelques milliers arrivaient à l'université.**

**Voir maintenant des centaines de milliers de jeunes aux conditions modestes arriver à l'université est un atout considérable pour le pays, et pour l'ascension de ces cohortes d'étudiants. Sachez que la classe d'âge de 18 à 24 ans qui arrive à l'Université ne représente que 14% (ils sont 30% en Algérie et en Tunisie, sans parler des pays du Nord). C'est très peu, et donc, contrairement à ce que l'on croit, on en est encore au tout début de la massification.**

quelques milliers arrivaient à l'université. Voir maintenant des centaines de milliers de jeunes aux conditions modestes arriver à l'université est un atout considérable pour le pays, et pour l'ascension de ces cohortes d'étudiants. Sachez que la classe d'âge de 18 à 24 ans qui arrive à l'Université ne représente que 14% (ils sont 30% en Algérie et en Tunisie, sans parler des pays du Nord). C'est très peu, et donc, contrairement à ce que l'on croit, on en est encore au tout début de la massification. Il faut surtout ne pas la prendre d'une façon négative, mais travailler sans relâche pour lui trouver des solutions. C'est la seule façon de donner une chance d'ascension sociale et culturelle à nos enfants qui n'ont pas les moyens de s'offrir d'autres établissements, soit à cause de leurs notes, soit à cause du faible revenu de leurs familles. Mais cela pose bien entendu des contraintes et des défis. Il est temps de réfléchir à une autre méthode qui tranche avec ce système d'enseignement supérieur linéaire que nous avons subi : cours, TD, TP..., car notre pays ne peut, vu ses moyens limités en matière de cadres, de pérenniser ce système, hérité d'ailleurs de la France. Maintenant, nous commençons un système de numérisation des cours, des TD et des TP, et nous faisons ce qu'on appelle les MOOC, technique qui permet en quelque sorte d'enregistrer et de filmer ces cours, TD et TP, les concevoir

avec des méthodes pédagogiques, de telle sorte que l'étudiant puisse voir le cours avant de venir, ou de le rattraper s'il l'a raté, ou de le suivre à distance s'il ne peut pas se déplacer.

**» On est à la dernière année du plan d'urgence, quel bilan en tirez-vous ?**

Il est en gros positif, sans ce programme d'urgence on n'en serait pas là, c'est grâce à lui que l'Université est restée debout. A l'échelle de notre Université, ce programme a permis quelque 8 000 places supplémentaires, plusieurs licences professionnelles, une augmentation d'effectifs dans les écoles d'ingénieurs, des bac+2... Au fait, la fin du programme d'urgence était en 2012 ; en 2013, le budget de 2012 a été repris, je pense que sans ce programme d'urgence on n'aurait pas pu avoir plus de 40 000 étudiants, or, on en est à 63 000 actuellement, pour hélas pas plus de 38 000 places.

**» Et le projet du campus à Tamansourt, où en êtes-vous ?**

On travaille dessus, il nous permettra de dégager 40 000 places supplémentaires en 2017. On est en pourparlers avec le ministère des finances, celui de l'habitat et la direction des domaines pour qu'on puisse démarrer très prochainement la construction du grand campus.